

Corée du sud : 1er mai, un syndicaliste s'immole



Le 1^{er} mai, un dirigeant syndical local du Syndicat coréen des travailleurs de la construction (KCWU), Yang, s'est immolé par le feu devant un tribunal pour protester contre les poursuites dont font l'objet des syndicalistes. Il devait comparaître devant un tribunal à 15 heures le 1^{er} mai et il est décédé quelques heures plus tard, à son arrivée à l'hôpital.

La police a effectué plus d'une douzaine de descentes depuis la fin de l'année dernière dans des locaux syndicaux. Plus de 900 syndicalistes ont fait l'objet d'une enquête et 18 dirigeants syndicaux ont été arrêtés. Le gouvernement du président Yoon Suk-Yeol n'a jamais caché son programme anti-syndical et anti-ouvrier. Il a lancé de violentes attaques contre la grève des ca-

mionneurs et tenté de faire passer des politiques anti-ouvrières en matière de travail.

Le 8 avril, 4 500 camionneurs, membres du Syndicat coréen des travailleurs de la fonction publique et des transports (KPTU-TruckSol), se sont rassemblés devant l'Assemblée nationale. Il s'agissait du premier rassemblement de masse organisé par le syndicat depuis fin 2022. La principale demande des camionneurs était le rétablissement d'un salaire minimum et des protections de travail minimales pour les conducteurs de camion propriétaires (officiellement indépendants) afin d'améliorer leur niveau de vie et la sécurité routière. Dans la construction, où travaillait Yang, d'un peu plus de 70 000 membres en 2015, les efforts de syndicalisation ont permis à la KCWU de devenir un syndicat de 160 000 membres. Si l'on y ajoute les membres de la Fédération des syndicats coréens (FKTU), plus conservatrice, 250 000 travailleurs de la construction sont aujourd'hui syndiqués en Corée du Sud. L'une des principales victoires de la lutte du KCWU a été l'abolition de la sous-traitance. Deux autres responsables syndicaux du secteur de la construction font l'objet d'une enquête pour avoir obligé des entreprises de construction à embaucher des travailleurs syndiqués et pour avoir perçu des cotisations syndicales, ce que la Justice qualifie d'intimidation et d'extorsion.

Les récentes attaques du gouvernement et des entreprises de construction contre le KCWU doivent être comprises dans le contexte de la montée en puissance des syndicats. Face à cette répression croissante, le mouvement syndical coréen ne recule pas. La Confédération coréenne des syndicats (KCTU), à laquelle la KCWU est affiliée, a déjà annoncé une série d'actions de grève et de rassemblements au cours des deux prochains mois. Le KCWU vise à mobiliser ses 160 000 membres du syndicat pour faire grève en juillet. La KCTU met en place une large alliance pour la grève générale « anti Yoon Suk-Yeol » pour le mois de juillet. Alors que la crise sociale et politique s'aggrave en Corée du Sud, cette lutte est rapidement devenue un champ de bataille essentiel. Ses résultats façonneront sans aucun doute l'avenir du mouvement ouvrier et de la société coréenne.

● PATRICK LE TRÉHONDAT

Israël : Netanyahu reculera-t-il ?



Quelle est la différence entre Emmanuel Macron et Benjamin Netanyahu ? Le premier exclut de reculer sur la réforme des retraites, alors que le second a suspendu - provisoirement - celle de la justice.

Les enjeux, il est vrai, ne sont guère comparables. La Cour suprême israélienne tient lieu à la fois de Conseil constitutionnel, de Conseil d'État et de Cour de Cassation : permettre au gouvernement de peser décisivement sur la nomination des juges et donner le dernier mot à la Knesset, ce serait un véritable coup d'État.

C'est pourquoi des centaines de milliers d'Israéliens de toutes sensibilités n'ont cessé d'envahir les rues des principales villes depuis le début de l'année – certes pas pour la Palestine, mais pour la démocratie. Même les soldats et les réservistes menacent de refuser de servir. D'ailleurs,

à en croire les sondages, les deux-tiers de la population s'opposent à ce putsch. Et en cas d'élections anticipées, l'actuelle coalition serait battue.

Aux risques intérieurs s'ajoutent les risques extérieurs, alimentés par la répression antipalestinienne et les violences sur l'Esplanade des mosquées. La Maison Blanche se rebiffe au point de reporter aux calendes la visite de Netanyahu, que l'Élysée s'était empressé d'accueillir. Même les dirigeants arabes signataires des Accords d'Abraham protestent contre les provocations du gouvernement. Et la représentante d'Israël au sommet de l'Union africaine a été expulsée manu militari.

Quand bien même le Premier ministre chercherait des compromis, encore faudrait-il faire avaler ces couleuvres à ses alliés, ultra-orthodoxes comme suprémacistes. Pour reconquérir la direction du gouvernement et échapper à son procès, Netanyahu est devenu l'otage des extrémistes religieux et nationalistes.

Ainsi, pour élargir sa marge de manœuvre, a-t-il offert aux suprémacistes une nouvelle guerre de Gaza et aux ultra-orthodoxes... une rallonge budgétaire !

● **DOMINIQUE VIDAL, JOURNALISTE ET HISTORIEN,**
auteur de *Israël : naissance d'un État* (L'Harmattan, 2022).

Polynésie Kanaky du neuf dans le Pacifique

La liste indépendantiste du Tavini Huiraatira, menée par le leader historique Oscar Temaru, avec à ses côtés le député Moetai Brotherson, a remporté les élections territoriales en Polynésie française. Le parti bénéficie d'une large majorité qui a élu Moetai Brotherson à la présidence de la Collectivité d'Outre-mer.

Après 10 ans de gouvernance autonomiste, Gaston Flosse en 2013 puis Édouard Fritch en 2014, les indépendantistes signent une victoire historique, après celle des Législatives de juin 2022, et s'octroient 44,32% des suffrages exprimés ce 30 avril 2023.

On imagine que l'arrivée des indépendantistes aux affaires en Polynésie modifiera les relations avec Paris. C'est ainsi que dans le contexte de discussions institutionnelles sur la Nouvelle-Calédonie, les indépendantistes kanak, peuvent désormais compter sur des alliés polynésiens bien installés dans l'autre Collectivité du Pacifique. Les deux territoires sont par ailleurs inscrits sur la liste onusienne des territoires à décoloniser, et les indépendantistes polynésiens espèrent désormais que la métropole participe aux débats à l'ONU concernant leur territoire, comme le gouvernement le fait pour la Nouvelle-Calédonie.

Avec leurs Assemblées Territoriales toutes deux majoritairement indépendantistes, les 2 territoires française Polynésie et Kanaky-Nouvelle Calédonie, ont installé une situation nouvelle qui met à mal la stratégie macronnienne d'« axe Indo-Pacifique » destinée à contrer, sans rire, la montée en puissance de la Chine. Toujours sur cet axe Indo-Pacifique, il faut noter que les deux îles sont à elles seules 51% de la Zone Économique Exclusive de la France. Leur solidarité rend désormais crédible une sortie du système néocolonial. Par ailleurs le système des blocs se fissure et donc on imagine mal les indépendantistes Polynésiens et Kanaks mettre en cause l'annonce de la Russie d'offrir son aide à Madagascar pour récupérer les îles Éparses, quand dans le même temps l'opération d'expulsion massive de citoyens comoriens de l'île de Mayotte enclenche une large réprobation de la communauté internationale.

● **CATHERINE DESTOM BOTTIN**



© Pascale Le Boulch

Travail : reprendre la main

Le mouvement contre la contre-réforme des retraites a remis au centre du débat la question du travail.

Travailler moins longtemps parce que le travail devient insoutenable, c'est ce qu'ont exprimé nombre de celles et ceux qui se sont engagés et continuent de le faire dans la lutte contre l'allongement de l'âge légal de départ à la retraite.

Souffrir au travail est-il inéluctable ? N'y-a-t-il comme solution que de s'en libérer ?

La fierté de faire un travail utile et le sentiment d'être indispensable à la société n'ont-ils pas émergé de manière plus visible durant ces mois de mobilisation ?

Comment faire pour que la quête de bien faire son travail se traduise par l'objectif d'en reprendre le contrôle ?

Nous travaillons, nous décidons

Nous vivons un mouvement social qui dépasse bien largement son cadre initial à savoir le rejet massif de la loi sur les retraites. Il est fortement question, du travail, du contenu du travail, de la pénibilité, de la reconnaissance du travailleur et de la travailleuse dans la société. Ce mouvement par son ampleur et sa durée (du jamais vu depuis mai 68) conteste frontalement les politiques néolibérales à l'œuvre en France depuis 1983.

La question du travail se pose d'une manière inédite et qui touche à l'identité de chacun·e : une conscience nouvelle d'être indispensable à la société émerge. La diversité des métiers n'est plus un facteur de division mais au contraire participe à définir un ensemble. De ce fait ceux qui n'en font pas partie sont montrés du doigt comme adversaire. N'assistons-nous pas à un retour de la lutte des classes ?

Une partie de la jeunesse ne veut plus « jouer le jeu » des bullshits job, certain·es s'accommodent de n'avoir comme revenu que le RSA et un nombre non négligeable de jeunes très diplômés choisissent des emplois utiles socialement, même moins bien rémunérés. Le sens du travail va avec le sens de la vie, dans toutes ses dimensions.

Depuis deux décennies les nouvelles méthodes de management couplées aux remises en cause des droits des travailleurs dans l'entreprise et la destruction des statuts protecteurs provoquent à tous les échelons de l'entreprise et dans toute la Fonction publique de la souffrance, de l'épuisement et de la perte de sens, de ce qu'on pourrait appeler les finalités du travail. Aujourd'hui la course au profit apparaît de plus en plus contre le travail qu'elle déshumanise...

Les attaques contre la démocratie dans l'entreprise sont vécues comme une négation de soi.

Si l'on part des différentes revendications : salariales, effectifs, conditions de travail, volonté de participer à la définition non seulement des conditions de travail mais aussi de sa finalité, ne sommes-nous pas au seuil d'une définition du travail faite non plus par les « employeurs » (lisez les exploités) mais par les travailleuses et travailleurs ?

Cerises a déjà consacré plusieurs dossiers à la question du travail¹. Nous souhaitons approfondir cette question du travail et de la démocratie en pointant comment aborder de manière à faire échos aux aspirations actuelles la question du travail.

Marylène Cahouet de la FSU, Nara Cladera et Ophélie Gath de Solidaires, Antoine Guérard, Muriel Prévot Carpentier des Ateliers Travail et Démocratie, ont accepté d'en débattre avec l'équipe de Cerises. Catherine Destom-Bottin, Olivier Frachon, Sylvie Larue ont extrait ce qui nous a paru essentiel dans ces deux heures d'échanges qui méritent de poursuivre le débat.

Bonne lecture

● L'équipe de rédaction

¹. Décembre 2018 : Travail-hors travail : les chemins de l'émancipation Mars 2019 <https://ceriseslacooperative.info/2019/03/21/cerises-la-cooperative-3-changeons-le-travail/>

Janvier 2022 : <https://ceriseslacooperative.info/2022/01/05/22-vla-lannee-nouvelle/>



Travail : ce qui mûrit

Qu'est-ce qui a bougé dans le rapport au travail et que révèle le mouvement contre la contre-réforme des retraites ?

Une crise politique profonde née au cœur du monde du travail

Le gouvernement n'est plus en capacité de construire de majorité politique et a été obligé de faire passer sa contre-réforme à coup de 49-3 et de référendum empêché. Nara, syndicaliste à Solidaires, observe que « cette crise politique profonde ce n'est pas au Parlement qu'elle a eu lieu, cette crise politique profonde c'est nous les travailleurs et les travailleuses qui l'avons provoquée par cette mobilisation ».

Les chercheur.e.s, militant.es syndicaux et associatifs, expert.e.s et professionnel.le.s, citoyen.nes, regroupés au sein de l'atelier Travail et démocratie ont rédigé une contribution collective (voir encadré). Muriel qui participe à ce groupe, fait part de leurs réflexions : « On était un certain nombre à travailler sur la question du travail et on ne comprenait pas pourquoi cette crise politique n'arrivait pas. Le travail c'était une problématique partagée par tous, mais complètement invisibilisée ».

Le travail a fait irruption dans le mouvement nous dit-elle. Le refus du travail tel qu'il est organisé aujourd'hui figure sur les pancartes : « -Métro boulot caveau-, -La retraite avant l'arthrite-, -La vie n'est pas la survie-, -Moi je veux travailler plus longtemps dans mon potager-, et donc on voit maintenant les gens revendiquer non pas en termes d'emploi mais en termes de travail, cette distinction est déjà énorme, c'est-à-dire qu'on arrête de mélanger emploi et travail ».

La crise se prolonge avec le refus de considérer que ce qui est légal serait légitime et le mouvement n'est pas fini. Nara

considère qu'il s'agit là d'une victoire idéologique : « on a une victoire essentielle (...) dans notre camp social et dans nos organisations syndicales plutôt légalistes, on allait plutôt vers les tribunaux et cetera, là c'est une victoire collective, (...) cette loi est promulguée, elle continue à être considérée comme illégitime et on continue de lutter ensemble pour l'abrogation et ça c'est une victoire pour cette lutte et celles à venir ».

La place du travail questionnée

La crainte de devoir effectuer un travail aliénant, ou la volonté de démissionner d'un métier épuisant parce qu'on pense être incapable de poursuivre deux ans de plus, sont autant de témoignages significatifs.

Ainsi Antoine, jeune travailleur, pense : « qu'il y a une certaine peur de rentrer dans des CDI, une certaine peur de s'aliéner au travail surtout quand on voit que l'on parle beaucoup de la réforme des retraites, quand on voit que de plus en plus on va devoir travailler tard etc. Moi je pense qu'on a vraiment ce truc-là : comment garder son identité propre tout en participant, grâce au travail dans la société. Comment donner envie aux jeunes de s'investir dans un monde où on devra travailler de plus en plus tard ? ».

Marylène, syndicaliste à la FSU : « Avec la réforme des retraites, c'est là où l'on mesure la souffrance du métier, la souffrance au travail, l'impact de faire 2 ans de plus, 64 ans mais c'est une catastrophe pour nous enseignants. (...) J'ai animé en tant que syndicaliste un stage sur les retraites, sur la réforme. Il y avait beaucoup d'actifs et peu de retraités : sur 26 actifs, il y en a



© Pascale Le Boulch

qui ont dit « mais Marylène pour moi il n'en est pas question, je démissionne, il n'est pas question que j'aïlle jusqu'à 64 ans ».

Ophélie, syndicaliste à Solidaires : « Le débat sur le travail et la réforme des retraites alimentent la question de la place et du rôle du travail, de son organisation, de son sens profond, et du fait que ce soit l'affaire de chacun et de chacune. On ne peut pas en ignorer les enjeux ».

Antoine poursuit : « Et donc il faut essayer de lutter pour qu'on redonne du sens à l'éducation, aux soins, aux métiers on va dire plus basiques, ça fait écho à ce que vous disiez par rapport aux livreurs, aux éboueurs etc. Et cette réforme des retraites a en partie contribué à développer cette réflexion-là chez bon nombre de personnes. Je pense qu'il faut que l'on continue à lutter pour le sens ».

Nara renchérit : « ce sont les moments où on fait grève, les moments où on est en lutte, où il y a une réflexion très profonde des collectifs de grévistes sur le travail, une vraie réflexion sur comment mieux travailler, et d'autre façon ».

Le gouvernement a dû prendre en compte les aspirations à travailler autrement, et s'applique à proposer un « nouveau pacte de la vie au travail ». Muriel souligne : « c'est tardif c'est comme si aujourd'hui seulement nos gouvernants découvraient qu'il fallait mener une politique du travail et commençaient alors à dire qu'il faudrait parler du travail et pour nous c'est un profond décalage que le travail ait été sous-estimé, invisibilisé dans la volonté de mise en œuvre de la réforme des retraites ».

Les indispensables ne sont plus les investisseurs

La crise Covid l'avait fait émerger, le mouvement l'a amplifié. Pierre souligne que « Quelque chose a commencé à changer

avec le mouvement contre la réforme Macron des retraites. Il y a encore peu de temps, les indispensables dans l'opinion étaient les « investisseurs », les « employeurs », maintenant ils sont de plus en plus les éboueurs, les salarié/es des raffineries, les soignants, les enseignants, les électriciens... On retrouve la prise de conscience de son identité de travailleuse ou de travailleurs - un début de conscience nouvelle de soi ».

Pour Muriel : « si on raisonne en termes de travail et de santé au travail, on est bien sur cette idée qu'on ne peut pas continuer à travailler en exploitant le travail au nom d'une exigence extravagante des actionnaires ».

Et ce qui n'est pas mûr ?

Pierre observe que « Les mouvements s'arrêtent à la protestation parce qu'on ne se sent pas qualifié/es pour dire ce qu'il faut changer dans l'entreprise ou plus largement et comment le changer. On laisse cela aux experts ».

Et Olivier se demande s'il n'y a là pas une victoire d'une certaine façon du capital qui arrive à transformer le travail en une prestation complètement déshumanisée : « Je trouve que c'est là l'enjeu politique. C'est juste de dire que le travail, il n'est pas qu'une prestation qu'on fait contre un salaire. Je pense que par rapport aux enjeux auxquels on est confronté aujourd'hui par rapport aux enjeux humains, l'environnement et cetera, si on ne met pas cette question centrale, on ne sera pas en capacité d'y faire face. Notamment par exemple dans le domaine de l'énergie, je pense qu'on est dans la situation aujourd'hui de la France en sortant de la guerre. C'est-à-dire qu'on a devant nous un mur par rapport à ce qu'on a à faire, et je pense que si on ne pose pas la question de l'organisation du travail et donc du management, on ne sera pas en situation de faire face à ça ». ●

Pour une politique du travail : Les Ateliers Travail & Démocratie veulent ouvrir le débat

Des syndicalistes, économistes et chercheur.eu.s ont lancé dans la dynamique du mouvement contre la contre-réforme des retraites un appel qui rencontre la réflexion que CERISES mène sur cette question. Une de ses représentantes a participé à notre table ronde.

Cette tribune relève les slogans qui contestent le refus de « perdre sa vie à la gagner » (vieux slogan !) et s'ancre dans le refus du travail tel qu'il est organisé aujourd'hui.

Ce ne sont donc pas seulement les conditions de travail que vise cet appel. C'est plus largement le sens même du travail, la raison de bosser qui n'a rien à voir avec « la valeur travail », « cette morale de l'effort faisant abstraction des réalités concrètes du vécu au travail et de l'activité - une injonction culpabilisante à travailler davantage quelles que soient les conditions et les finalités du travail. » que Macron -et d'autres à gauche- tentent de remettre en avant.

Parce que le « travail **est devenu insoutenable** », le **texte pointe** :

- L'intensification du travail depuis trois décennies mise en évidence par les statistiques publiques et les sciences du travail » et relève combien « Partout la sous-traitance a complexifié l'activité, affaiblit les collectifs, entravé les échanges et la coopération indispensables au travail ».

- « Les accidents du travail <qui> se maintiennent à un niveau élevé, cette situation explique le développement exponentiel depuis les années 1990 de ce que l'on nomme – bien imparfaitement – les « risques psychosociaux » (RPS) ainsi que des troubles musculo-squelettiques (TMS), qui affectent plus particulièrement les femmes ». Et souligne qu'« Avec la Pologne et la Slovaquie, la France figure en 2021 parmi

les trois pays de l'UE où la proportion de travailleurs et travailleuses ayant de bonnes conditions de travail est la plus faible. »

- Une étude récente de la Dares¹, selon laquelle « 37 % des salariés - et 41% des femmes - ne se sentent pas capables aujourd'hui de tenir jusqu'à la retraite, l'intensité du travail, le manque d'autonomie et l'absence de participation aux décisions étant les principales causes identifiées qui rendent leur travail insoutenable »

Les Ateliers Travail & Démocratie interrogent sur « Ce que nous faisons concrètement au travail, c'est ce que les ergonomes ont appelé « le travail réel » par différenciation du « travail prescrit » ; ce que d'autres courants de recherche nomment « l'activité » ou « le travail vivant ». Travailler, c'est toujours se confronter à des questions inédites que le management ne peut jamais pleinement anticiper. »

Après avoir insisté sur le besoin de « réorienter » le travail en lui donnant du sens, en revalorisant son rôle social et sa capacité à faire lien entre les hommes et les femmes le texte invite « les forces du mouvement social et syndical à réunir nos forces et nos intelligences pour contribuer, ensemble à enquêter, expérimenter, échanger et débattre. »

● **Patrick Vassallo**

[Ateliers Travail & Démocratie - Pour une enquête permanente](#)

¹. Mikaël Beatriz, « Quels facteurs influencent la capacité des salariés à faire le même travail jusqu'à la retraite ? », Dares Analyses n°17, mars 2023.

Travailler n'est pas trimer

Souligné par Muriel, Christine Castejon sa collègue, fait entendre la différence : « travailler ce n'est pas trimer ! ». Tous les dictionnaires fréquents disent du verbe trimer qu'il signifie travailler avec effort à une besogne terrible. Trimer, disent-ils, c'est SE donner de la peine, du mal. Trimer serait donc ce que l'on se fait à soi... Le très sérieux Centre National de Ressources Textuelles et lexicales souligne la variété des significations de trimer. Si trimer signifie d'abord marcher beaucoup et avec peine, il a un sens plus vaste, plus populaire, plus familier qui signifie travailler très durement pour assurer SA subsistance, et de citer Émile Moselly qui dans son roman *Terre Lorraine* écrivait en 1907 « on trimait toute sa chienne de vie pour amasser quatre sous et on n'y arrivait pas ». Vous avez dit 1907...

Première à relever le terme, Muriel souligne à quel point le refus de trimer pour accomplir la tâche prescrite au prix de la vie abîmée, écourtée, fait que c'est moins l'emploi mais le travail qui est désormais interrogé. On entend néanmoins dans ces propos rapportés, comme une acceptation de la durée en échange d'un plus grand soin des corps et des têtes. Muriel pose l'effet du tour de passe-passe qui fait du travail une « valeur » que l'idéologie dominante prescrit : « Quand on demande deux ans de plus aux personnes elles disent que c'est impossible sans une amélioration des conditions de travail. À point nommé la DARES a sorti en mars 2023 une analyse qui nous dit que 37 % des salariés des secteurs professionnels cadres et non-cadres dont 41 % de femmes ne se sentent pas capables aujourd'hui de tenir jusqu'à la retraite c'est-à-dire que c'est impossible pour eux de continuer dans ces conditions ... ».

Et Muriel de commenter : « il y a quelque chose de très grave dans cette focalisation avec une énorme valeur morale sur la valeur travail, focalisation sur la valeur travail, morale qui est une morale de l'effort qui, là aussi, invisibilise le travail.

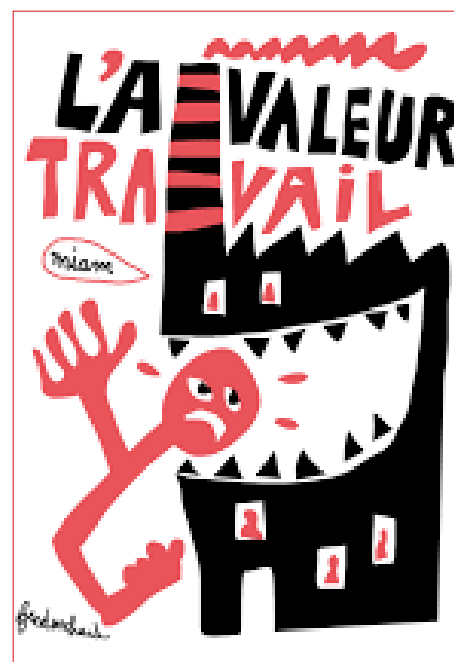
L'ignorance du travail c'est ce que nous ne pouvons plus accepter

Et d'ajouter cela « empêche de travailler sur le fait que le travail peut être émancipateur » et d'ajouter encore : « la valeur travail - pour nous il faut revenir au réel- la valeur travail avec cette morale de l'effort ça vaut la peine de s'y attarder parce que cela veut dire de travailler plus longtemps, pousser les gens à travailler à des âges plus élevés dans des conditions qui sont bien plus difficiles du fait du vieillissement... ».

Muriel pose que « travailler c'est faire société ensemble, l'ignorance du travail c'est ce que nous ne pouvons plus accepter, ce sont ces situations où les personnes sont confrontées à de multiples embûches dans leur travail au quotidien, obligées de faire vite, affectées sur un poste sans accompagnement sérieux sans formation adéquate sans explication sur ce que ça va leur demander, le débrouillez-vous, ou toutes ces situations où les coopérations sont entravées, on ne permet plus à l'expérience formalisée de devenir une ressource et pour nous c'est vraiment là que se loge le mouvement de puissance de refus de travailler plus longtemps. Les conditions de travail se sont dégradées, et vraiment l'ignorance de ce que travailler et vivre veut dire, cette façon de priver les gens de ressources au quotidien, ce travail en apnée, les gens se disent ce n'est pas possible, on ne pourra pas faire ça 2 ans de plus. ».

Pour Muriel, la question n'est pas de nier la brutalisation des corps mais d'en faire le bilan de lui donner sa place pour la combattre : « multiplier les enquêtes et

témoignages dans et hors situation de travail pour favoriser le développement endogène de ressources dans le travail, aux Ateliers Travail et Démocraties nous voudrions mettre en place de manière volontariste un travail en réseau impliquant largement les syndicalistes, les médecins du travail, les médecins généralistes et spécialistes, les analystes du travail pour faire avancer les recherches sur l'origine des atteintes à la santé au travail, il y a aussi le problème de sous-déclaration ou encore celui de la déclaration dans la branche maladie de pathologies qui sont de l'ordre de la branche des maladies professionnelles. ».



Trimer ? Marylène rapporte comment rude fut la tâche des enseignant.es durant la période Covid. Autrement dit, une période de souffrance « impossible à affronter » ...

« Il y a une souffrance absolument terrible dans le milieu puisque c'est une méconnaissance, une ignorance de cela. Cela a été continu par les politiques qui ont été menées, avec des périodes d'aggravation, dans la période récente, il y a déjà eue une aggravation lors de la période Covid parce que quand les enseignant.es et les élèves se sont retrouvés en classe, il y avait la difficulté de faire classe au double sens du terme, à savoir de refaire fonctionner un collectif élève enseignant.e, parce que les élèves avaient été isolés, avaient plus ou moins selon le milieu familial été en capacité de suivre les cours par visioconférence, ils s'étaient retrouvés isolés. Les enseignant.es étaient dans la même situation pour se retrouver dans un collectif.

Souffrance, difficultés pour les jeunes dont on sait les souffrances psychiques qui sont toujours à l'œuvre chez eux et puis difficultés aussi pour l'enseignant.e qui ne se retrouvait plus dans son collectif, qui avait perdu ses repères, perdu ce qu'on appelle les rituels du travail, des réflexes qu'on a intériorisés et qui font partie du métier, du travail. Donc perte de rituels, une souffrance indéniable pendant cette période-là.

(..) J'ai animé en tant que syndicaliste un stage sur les retraites. Il y avait beaucoup d'actifs et peu de retraités : sur

26 actifs, il y en a qui ont dit « mais Marylène pour moi il n'en est pas question, je démissionne, il n'est pas question que j'aie jusqu'à 64 ans ».

Sensible aux propos de Marylène, Antoine évoque lui aussi les attaques dont sont l'objet les métiers du soin. Il travaille en crèche : «...Moi j'ai pris une grosse claque : quelle considération a l'État de notre travail social de l'enfance ? Pour lui, c'est un travail qui ne rapporte pas d'argent, qui n'est pas là pour être bénéfique au capitalisme, on n'est pas considérés, on est méprisés, on n'est pas valorisés et donc ça fait aussi écho au fait qu'on ait de moins en moins de professeurs et d'instituteurs et au fait qu'on ait aussi de moins en moins de personnes qui veulent être éducateurs spécialisés, éducateurs d'aide à l'enfant, d'assistants/tes sociale etc.

Je pense qu'il faut vraiment poser la question du travail ensemble parce que c'est vraiment un point fort du travail social. Travailler ensemble, c'est une construction et il nous faut aussi retrouver ce sens-là, ce respect-là du travailleur. Quand tu es formé pour un métier et qu'on te dit qu'on n'a plus besoin de formation pour travailler là où tu veux aller, c'est aussi un peu comme si on te disait là ce que tu fais-là ne sert à rien. Et c'est là où j'ai le plus ressenti comme une attaque personnelle, ce côté je ne sers à rien. ».

Pour Muriel il n'y a pas de travail d'attention à l'humain, à la petite enfance, aux élèves ou aux adultes sans exercice de la liberté pédagogique pour les enseignant.es...

« Nous-mêmes faisons des allers-retours, entre notre conception du travail et une vision qui nous nuit et nuit à la pleine capacité du travail. Antoine disait qu'il veut garder son identité propre. La droite a une réponse : l'individualisme. Bien sûr, ce n'est pas de ça dont parle



©formesdeslutt.es.org

Antoine ; en fait, il parle de sa crainte de perdre les désirs qu'il veut porter, y compris dans son activité de travail, individuellement et collectivement.

Je rebondis sur un autre propos : Daniel parle de la liberté pédagogique. Mais sur ce sujet, nous avons été rattrapés par le délitement des collectifs. Les enseignant.es n'étaient plus assez fortes, face à la puissance des politiques publiques qui les ont enrégimentées, corsetées, etc. Toute la richesse enseignante reste dans la pénombre. Les organisations syndicales ont tant à faire pour la défense face aux attaques que c'est difficile de repasser au niveau travail/activité, à des moments permettant de mettre en discussion ce qui est corseté dans cette liberté pédagogique, pour reconstituer des collectifs définissant les critères de qualité du travail, pour dire pourquoi il paraît indispensable de préserver cette liberté pédagogique... ».

« Bien sûr il faut affronter la souffrance au travail mais comment ? » Interroge Pierre, et de poser que même « si on

Travailler ensemble, c'est une construction

a pu dire que les professions intellectuelles « trimaient » elles aussi, on n'est pas pour autant sorti de la victimisation qui, bénédiction pour le capital, tisse une image de vulnérabilité des travailleurs qui de ce fait n'osent pas bâtir dès maintenant et eux-mêmes les outils de transformation de l'entreprise donc du travail.

Pendant longtemps jusqu'au milieu des années 70 le PC et la CGT parlaient du « rôle dirigeant de la classe ouvrière parce qu'elle était directement exploitée ». On était dans la victimisation. Puis on a voulu élargir aux professions intellectuelles parce qu'elles étaient « aussi exploitées ». Dans les deux cas on est dans la victimisation qui renvoie aux intéressés une image de vulnérabilité d'eux/d'elles-mêmes. [...]

Comment aborder autrement ? L'activité des travailleuses et des travailleurs fait vivre la société et son devenir comme l'a dit Nara. Dès lors poser la question de la finalité de l'entreprise, de l'organisation du travail et ne pas se limiter aux conditions de travail avec les CHSCT fait partie du métier. Antoine évoquait le rôle des éducateurs, ils ne font pas qu'élever des enfants, ce faisant ils participent à ce que seront les générations à venir et à comment la société se reproduit. Dès lors la souffrance au travail

signale une entrave à la continuité de la société ».

Daniel revient sur la notion de victimisation, il n'y trouve pas son compte. Cette notion ne risque-t-elle pas de flouter sinon d'occulter la réalité des souffrances au travail ?

« ... j'aimerais que Pierre et Muriel me convainquent tous les deux parce que je comprends quand Pierre dit qu'il faut sortir de la victimisation, pour autant à un moment donné dans le mouvement social, et précédemment, les collectifs de travailleurs, les syndicats ont posé des questions qui n'étaient pas seulement victimiser le monde du travail mais qui pointaient des possibilités de voir l'avenir différemment. Et puis la question du management et de la souffrance au travail c'est une vraie réalité. Il y a des entreprises où il y a eu des suicides. Et on l'a vu à France Télécom, on l'a vu dans la police. Chez Renault. C'est une réalité indépendamment des politiques générales ».

Muriel lie souffrance au travail et perte du rapport de subordination qui régit le fonctionnement de l'entreprise : « Sur la souffrance au travail, non pas que je veuille convaincre, mais en fait ce qui me gêne c'est que la souffrance au travail, et sa forme ultime, le suicide, elle se produit quand les gens sont justement dans un empêchement ultime de ressources, c'est-à-dire qu'ils ne voient plus de choix possible, même de micro-choix, d'alternative possible, parce que l'être, tant qu'il est en activité, c'est la conception de Canguilhem de la vie, et donc de la vie au travail, c'est-à-dire qu'il est toujours capable d'inédit, de construire des choses, mais à un moment quand la personne décide de cet acte de suppression de sa vie, c'est bien qu'elle a été corsetée complètement et qu'elle a plus vu d'autre alternative possible ». ●

**La souffrance
au travail
signale
une entrave
à la continuité
de la société**



©Ceriseslacooperative.info



©Ceriseslacooperative.info

Travailler c'est faire société ensemble !

Le mouvement social pose d'une manière inédite la question du travail, parce qu'il met en évidence le lien entre le travail et l'identité de chacun-e, parce qu'émerge la conscience que travailler c'est aussi faire tenir les sociétés humaines, que le marché ne peut être l'unique déterminant de l'utilité sociale du travail. Ce qu'ont abordé les intervenant.es, discutant de la place du travail et de l'émancipation ; celle-ci passe t-elle par la réduction d'un temps de travail forcément contraint ou par la libération du travail et sa démocratisation !?

Travailler c'est faire appel à sa créativité et y mettre de soi même

Qu'entend-on par travailler, ce qui se joue sur les personnes au travail a été au cœur des échanges. Muriel est revenue sur les différentes conceptions qui prévalent dans le débat politique « en insistant sur le travail réel et ses enjeux... ce qu'il nous fait individuellement et collectivement avec toutes ses implications axiologiques, éthiques, démocratiques, écologiques. La droite focalise sur la valeur travail... sur la valeur morale du travail, avec une morale de l'effort qui invisibilise le travail au profit d'un raisonnement sur l'emploi. A gauche... on accentue beaucoup sur la pénibilité et, en accentuant sur la pénibilité, on ne permet plus de dire ce qu'il peut y avoir de développement au travail... Muriel sou-

ligne qu'on entend aussi souvent que le travail émancipateur est impossible dans le système capitaliste. « Mais ce n'est pas du tout la conception portée par les Ateliers Travail et Démocratie ; nous considérons le travail comme activité humaine, un travail qui est facteur de développement, qui permet aux personnes de dire le monde dans lequel elles veulent vivre individuellement et collectivement. Une conception que nous voulons faire monter en puissance. »

Ce que partage Pierre, revenant sur l'usage du mot travail : « Le travail sans lien avec les travailleuses et les travailleurs n'existe pas : c'est toujours le travail de quelqu'un. En faire un objet abstrait participe des rapports d'aliénation et font des personnes qui sont au travail les appendices d'une hiérarchie qui a le pouvoir de définir le travail requis. Il y a une différence entre « travail requis » et « travail réel ». Et elle est de l'ordre de la créativité et liée au fait que toute la personnalité de la personne est engagée. Toute la personnalité parce que l'individu-e est fait-e de toutes les pratiques sociales auxquelles elle participe

et dont il entend parler. »

Ce qui conduit Antoine à s'interroger sur le lien entre son identité propre et son travail : « La notion de travail me paraît assez floue, en tout cas quand j'en parle avec les personnes de mon âge. J'ai 20 ans. J'ai bien aimé ce que vous dites quant à la notion d'identité. On n'arrive pas forcément à faire la distinction... Je suis en formation d'éducateur jeunes enfants et je vais maintenant me définir en tant qu'éducateur jeune enfants au-delà du travail. Je considère que la barrière est plus fine entre le travail et ce qu'on est et comment la société nous considère. Cela me fait assez peur d'être coloré par mon travail quotidien en évitant que les autres me définissent comme tel... Je n'ai pas envie d'être défini comme « éducateur jeunes enfants », j'ai envie d'être défini comme Antoine XXX qui a fait cette formation là et qui, du coup, a des appétences certaines mais qui ne peut être réduit à ce diplôme ! ».

Daniel, pour sa part, illustre comment créativité et part de soi dans l'activité des travailleuses et des travailleurs,

Nous considérons le travail comme activité humaine

sont essentielles à la richesse de « l'œuvre » : « Pierre a dit que le travail met en mouvement toute la personnalité du travailleur et ne peut être réduit au seul acte de travail. Pour ma part je me souviens... dans les années 80, il y avait différents mouvements pédagogiques avec une approche invitant à la réflexion et à la créativité de l'enseignant. C'était une richesse pour les élèves parce qu'il y avait un véritable foisonnement ». Ce qu'un autre exemple rappelé par Marylène vient confirmer : « Je vais témoigner d'une enseignante en biochimie de mon lycée à la retraite qui continue d'une certaine façon à exercer son travail par le bénévolat au Bénin où elle essaie de transmettre les techniques d'utilisation des outils de laboratoire. Elle dit : mon métier est une passion et je la continue d'une autre façon, pour moi et pour les autres. Il faut prendre en compte cette conception de la retraite qui n'est pas simplement maintenant je me mets en retrait de tout ».

Olivier rappelle « qu'une étude de Bruno Palier dresse un lien fort entre les évolutions du travail en France au cours des dernières décennies - accroissement des activités de services au détriment de l'industrie, systématisation de la sous-traitance, notamment dans les services aux entreprises - et la perte de l'estime de soi d'une grande partie des salariés, notamment dans les zones périurbaines et rurales. Perte de l'estime de soi, disparition des collectifs de tra-

Lip vivra !

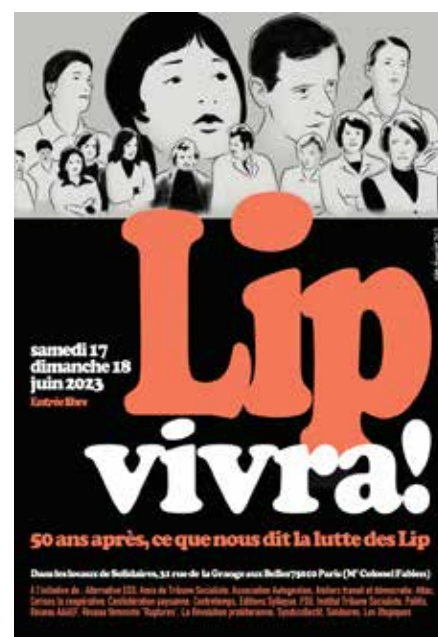
« On fabrique, on vend, on se paye ». C'est ce qu'ont fait les grévistes de Lip en 1973. Ouvrières et ouvriers de l'horlogerie à Besançon ont défié l'ordre et la légalité capitaliste des mois durant. Parce qu'elle a incarné l'insubordination ouvrière des années 68 et la convergence des combats de cette période, notamment avec celui du Larzac ; parce qu'elle a rendu vivante, en pratique, l'idée d'autogestion avec la remise en route de la production de montres et le versement de « payes sauvages » pour financer la grève ; parce qu'elle a été traversée, percutée, par l'affirmation féministe ; parce qu'elle a été une importante lutte contre les licenciements en ces premiers temps de montée au chômage de masse, la grève des Lip porte en elle les aspirations d'égalité et d'émancipation qui nous animent, elle nous parle, elle nous inspire, elle est notre patrimoine commun.

50 ans après, ce que nous dit la lutte des Lip ; c'est sur ce thème qu'un collectif unitaire organise deux journées de débats, les 17 et 18 juin, dans les locaux de l'Union syndicale Solidaires, à Paris.

Quatre tables rondes seront organisées : les luttes ouvrières des années 1970, avec des acteurs et actrices de

ces combats ; comment la lutte des ouvrières de Lip a changé leur vie, une mise en lumière des femmes au cœur du mouvement des Lip ; l'unité syndicale et l'auto-organisation, avec des responsables de la CGT, de la FSU, de Solidaires, de la Confédération paysanne ; les reprises d'entreprises, avec des témoignages de coopératives en France, en Italie, en Argentine. Plusieurs films sur Lip, des tables de presse, une exposition d'affiches compléteront ces deux journées.

● **Christian Mahieux**



vail, des causes qu'il identifie comme contribuant au poids croissant du RN et aux obstacles à ce que la gauche bénéficie du mouvement social actuel ».

Une dévalorisation qui est aussi la conséquence des évolutions permanentes et imposées des organisations du travail, évolutions qui ignorent et empêchent le travail réel souligne Muriel : « On voit ce délitement depuis des années avec la sous-traitance, le recours à des prestations extérieures qui complexifient les problèmes, qui complexifient le travail, affaiblissent les collectifs, brouillent les responsabilités, entravant les échanges indispensables au travail. Malgré cela les travailleurs et travailleuses continuent de coopérer, parce que l'humain est toujours tourné vers la finalisation de son activité et vers la réalisation. Aux Ateliers nous souhaitons débattre d'une politique du travail à partir des alternatives qui surgissent au quotidien dans le travail tel qu'il se réalise. Notamment en ouvrant des espaces de confrontation sur le travail vivant pour promouvoir une démocratisation du travail ! ».

Parce que travailler c'est faire société, il faut démocratiser le travail

Et de poursuivre : « L'invisibilisation du travail c'est l'invisibilisation d'un mouvement de vie... c'est incompréhensible parce qu'on se prive très directement de ressources pour rendre le travail plus

ajusté aux besoins, pour des personnes plus heureuses et une société plus juste. Travailler c'est faire société ensemble, ignorer le travail c'est ignorer des situations où les personnes sont confrontées à de multiples embûches dans leur travail au quotidien. Des savoir-faire et des compétences se perdent progressivement alors qu'ils permettraient de faire face à des choses très graves... J'ai été très frappée par ce qui s'est passé en Ukraine avec les services postaux ou ferroviaires. On a vu des gens se mobiliser et s'émanciper des normes usuelles de leurs organisations et hiérarchies, en fait se permettre beaucoup plus d'efficacité au travail, pour cheminer des colis ou pour déplacer un grand nombre de personnes. Cette vitalité a été permise par la créativité des travailleuses de ces secteurs qui se connaissaient bien et qui ont pu exprimer, faire valoir leurs arbitrages, montrer que confrontés au pire ils pouvaient, ils déployaient leur activité pour mieux vivre ou en l'occurrence pour vivre tout simplement ! ».

Pierre revient lui sur la souffrance au travail qui, bien réelle, ne suffit pas à caractériser l'impact du travail sur les personnes : « L'activité des travailleuses et des travailleurs fait vivre la société et son devenir... Poser la question de la finalité de l'entreprise, de l'organisation du travail et ne pas se limiter aux conditions de travail fait partie du métier. Antoine évoquait le rôle des éducateurs, ils ne font pas qu'élever des enfants, ce faisant ils participent à ce que seront les générations à venir et à comment la société se reproduit. Dès lors la souffrance au travail signale une entrave à la continuité de la société ». Ce qu'il éclaire par l'exemple de France Télécom : « Je ne nie pas la prégnance de la réalité qu'est la souffrance au travail, ni la nécessité de s'en saisir. Mais à partir de quoi affronte-t-on cette question ? A partir de l'individu-e ou à

partir de la mission sociale du métier exercé ? Si je prends l'exemple des salarié/es de France Télécom, leur rôle est-il de manier des téléphones, de trier du courrier ou n'est-il pas fondamentalement de produire du rapport social et de contribuer à rendre possible la vie collective ? Dans ce second cas, ils sont indispensables à toute la société ! ».

Démocratie, autogestion, Patrick s'interroge sur les conditions et les conséquences d'un réel pouvoir donné aux salariés : « Reprendre la main sur le travail,... cela peut-il se faire sans donner au collectif de travail un véritable pouvoir d'appropriation sur la totalité du processus... qu'est-ce qu'on fait ? à quoi on sert ?... Il y a quand même un certain nombre de productions... dont l'utilité sociale est extrêmement contestable... Est-ce qu'on peut penser une rupture avec le capitalisme -et le choix d'une autogestion- si on ne pense pas aussi cette question-là... Reprendre la main sur le travail, est-ce possible sans redéfinir les rapports sociaux, les emplois, le travail prescrit et réel ? »

Est-ce possible sans remettre en question la subordination des salarié-e-s à l'employeur interroge Muriel : « le mécanisme de subordination - le fait que quand on rentre dans l'entreprise, on ne soit plus un citoyen, que l'on soit sous subordination juridique - a des effets réels de subordination dans l'activité.

C'est pour cela que je reste sur la question de la politique du travail, de la démocratisation du travail. Il faut des lois pour démocratiser le travail, des lois qui empêchent de nier les valeurs dont sont porteurs les gens... J'ai l'espoir que les mouvements permettent... d'imposer une politique du travail et des lois qui fassent dire : « Quand on nie le statut anthropologique des personnes, à un moment, ça fait des dégâts ». ●

L'invisibilisation du travail c'est l'invisibilisation d'un mouvement de vie

Du métier

Peut-on encore être fier d'avoir un métier ? Je ne vous parle ni d'un « job » ou d'un « boulot » mais d'avoir un métier, celui qu'on a mis des années à acquérir. De ce métier qui se transmet de génération en génération et nous oblige à répéter cent fois les mêmes gestes pour maîtriser le bon, en usant des mêmes mots techniques et de géométrie, qui nécessitent d'observer les plus anciens, de comprendre leur langage et de se prendre parfois quelques coups de cul si l'outil est mal affûté ou l'équerre déformée. Je parle de ce métier qui nous a fait souffrir dans notre chair à force de persévérance à vouloir trouver le bon geste avec le bon outil. De ce métier qui parfois déforme nos mains et brise à petit à petit à feu notre carcasse et encrasse de poussière nos poumons. Je parle de ces métiers qui nous obligent à rester sous la pluie, avec ces maudites gouttes qui tombent toujours à l'arrière du cou, de ces matins où le thermomètre est sous zéro et que les outils restent collés dans les mains. Je parle de ces métiers qui ne sont pas payés bien chers mais qu'on n'échangerait pas contre une place au chaud les pieds sous un bureau (tant qu'on a la santé).

Et puis un jour, en se promenant dans la grand'ville avec ses enfants, l'ouvrier se met à lever les yeux. Ils regardent ensemble les monuments, les décors des ministères, les gargouilles des églises, et il leur dit : « Regardez ! celui-là aussi c'est moi qui l'ai fait ! ». Derrière ce fleuron en pierre, ce dôme en ardoise, cette grille en fer forgé, cette porte en chêne, cette sculpture en marbre, ce vitrail, ce décor en stuc ou en staff, il y a des hommes et des femmes de métier. Les enfants sont fiers, et le père aussi de pouvoir leur apprendre que sans les charpentiers la tour Eiffel n'aurait pas pu être levée. Il est fier de s'inscrire dans cette tradition des bâtisseurs qui érigèrent le temple de Salomon. Il est fier d'avoir le sentiment d'avoir une utilité pour la collectivité et d'apporter du beau et de la poésie parfois.

L'ouvrier qui a conscience de sa propre force, connaît sa juste valeur. Respectueux de son métier et des règles qui le régissent, amoureux de la matière et des gens, il refusera dès lors de saboter son ouvrage sur l'autel du profit car le temps des bâtisseurs n'est pas celui des politiques et des actionnaires. Il est celui du savoir, de la transmission et du temps long de la connaissance ; il est aussi celui de l'entraide et de la solidarité, instincts naturels de sa propre condition.

Depuis des années les gouvernements successifs tentent de valoriser les filières d'apprentissage et l'expression « métiers d'art » tend à remplacer celle de « métiers manuels » qui conserve une connotation péjorative. Récemment encore le

ministère de la Culture et le ministère des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, ont annoncé un nouveau plan de 340 millions d'euros pour valoriser ces filières autour de cinq grands axes : jeunesse, formation, territoires, innovation et international. Réjouissons-nous ! Mais de quels métiers parlons-nous ? Le slogan de cette

campagne « Métiers de la main, métiers de demain » laisse encore la part belle à des effets de sémantique où « Métiers de la main » remplace cette fois les « Métiers manuels » et l'on fait fi une fois encore de l'intelligence et de l'esprit nécessaire à ces cultures de métiers.

Métier et mystère sont étymologiquement liés (*mestier, misterium*). Le métier a su acquérir un sens noble qui, aujourd'hui encore, le distingue de la *profession* ou du *job* qui ne sont que des moyens pour acquérir une position sociale ou des biens matériels. Le métier fait œuvre de création dans laquelle l'homme peut trouver un sens à sa vie. Et si la transformation de la matière première en œuvre renvoie le travail de l'ouvrier à une création, il n'est pourtant ni artisan, ni artiste.

● **Frédéric Thibault,**
Compagnon tailleur de pierre

La réduction du temps de travail fait aussi débat !

Semaine de 4 jours : l'avenir ?¹

Alors qu'en France gouvernement et Medef martèlent le « travailler plus », l'idée de la semaine de 4 jours signe-t-elle un renouveau ? Dans plusieurs pays, des programmes pilotes sont lancés par les gouvernements, en Espagne avec subventions publiques, ou au Royaume-Uni pour 60 firmes et 3000 salariés ; des entreprises prennent l'initiative : Microsoft au Japon ou un grand groupe bancaire en Italie.

Si salaires inchangés et volontariat des salarié.es sont la règle, le passage à 4 jours peut se faire sans réduction du temps de travail, comme en Belgique avec allongement des journées d'une heure et demie, ou avec réduction totale ou partielle.

La France semble à la traîne. Pour certains patrons toutefois, les 4 jours feraient passer la pilule du recul de l'âge légal de la retraite : travailler plus longtemps, mais moins et « mieux ». On trouve surtout des entreprises moyennes, dans des branches très variées. Pour le secteur public, une tentative à l'URSSAF de Picardie a rencontré peu de succès, en raison de l'allongement de la durée journalière. Si la durée totale du travail varie, il s'agit toujours d'effectuer en 4 jours le même travail qu'en 5 : limitation des pauses, chasse aux temps morts et aux tâches jugées inutiles, sans embauches supplémentaires.

Pourquoi cet engouement ? Côté patronat, on avance l'augmentation du coût de l'énergie – ce qui suppose une journée de fermeture fixe, peu compatible avec le volontariat –, les difficultés de recrutement, alors que la crise sanitaire a modifié le rapport au travail d'une partie des salarié.es. On parle aussi de gains de productivité (en réalité surtout des effets de l'intensification du travail).

Les salarié.es volontaires mettent en avant les trajets en moins et les avantages pour leur vie privée et familiale, et pour la plupart souhaitent poursuivre l'expérience. Il faudrait voir toutefois si ce bilan positif perdure, s'il est le même pour les ouvriers ou les cadres, les hommes et les femmes, etc. ; si une généralisation du dispositif n'ouvrirait pas la porte à une décentralisation accrue de la gestion du temps de travail au niveau des entre-

prises, renvoyant aux rapports de force locaux ; si la chasse aux temps morts ne se traduit pas par la disparition de toute possibilité de travail collectif. Enfin, s'il y a allongement des journées de travail, cela peut être particulièrement difficile pour les mères seules, et compliquer la vie familiale en général.

On reste encore loin de la bataille historique du mouvement ouvrier pour une réduction collective du temps de travail !

● Stéphanie Treillet



TRAVAILLER MOINS



TRAVAILLER TOU-TES



PRODUIRE LE NÉCESSAIRE



TOUT REDISTRIBUER

1. Contribution parue dans le mensuel *L'Âge de faire*.

Abandonner le champ du travail ?

Extrait du débat

La réduction du temps de travail, revendication permanente des organisations syndicales, est aussi portée à gauche avec l'idée de se libérer du travail, une question qui fait débat. Pour Muriel, « face à la pénibilité du travail et aux conditions de travail dégradées, la réponse qui est souvent donnée à gauche, c'est qu'on va réduire le temps de travail... ». Et citant l'exemple mis actuellement en avant par le gouvernement : « une réduction de la semaine de travail à 4 jours, c'est pour moi abandonner le champ du travail.

La réduction à la semaine de 4 jours, on peut y être favorable, la question de l'emprise du temps de travail sur la vie, on peut y être favorable, mais mettre ça en avant sans parler du travail, c'est se dire : bah tant pis on lâche, on lâche le travail, alors qu'il pourrait être enfin question d'une politique du travail ».

Un point de vue non partagé par Marylène : « l'idée de diminuer le temps de travail, c'est une conquête du mouvement ouvrier depuis le 19^{ème} siècle, avoir conquis la diminution du temps de travail. On demande le partage du travail comme on demande le partage des ri-

chesses, pas de faire le même travail en moins de temps, plus de productivité », ni par Nara : « je voulais revenir sur ce que disait Muriel par rapport au besoin de réfléchir sur le travail. Sauf que pour réfléchir il faut du temps. C'est la raison pour laquelle -là je rejoins Marylène- la question de la réduction du temps de travail est essentielle pour que les travailleurs et les travailleuses, justement, puissent réfléchir sur le travail, sur leur travail, etc... ».

● La rédaction

Semaine de 4 jours et affrontement incontournable

Stéphanie Treillet met en lumière un vrai problème quant aux ambivalences qui peuvent découler de cette revendication.

Pour une majorité de salarié/es le passage de 40 à 35 h s'est traduit par faire en 35 h le travail de 40. Faut-il revenir à 40 heures ?

L'aspiration à ne plus subir le poids d'une hiérarchie étouffant la personnalité, la volonté d'être son propre maître a débouché sur l'ubérisation alors qu'elle aurait dû poser la question de l'autogestion pour ne pas être récupérée.

La plasticité du capitalisme le rend capable de caresser dans le sens du poil des aspirations fondamentales pour les retourner en leur contraire. Est-ce une raison pour renoncer ? Non. Ni pour les personnes concernées ni pour ce qu'elles pourraient injecter dans leur savoir et savoir-faire issu d'autres pratiques que leur emploi. Le temps « libre » n'est pas que du loisir, il contribue à la formation de la personnalité des salarié/es et donc au développement de la société. Le patronat exploite les « compétences » acquises hors emploi et hors formation tout en niant ce qui les produit.

Il est temps que chaque lutte ose investir l'au-delà du système actuel, et en fasse dès maintenant un objectif revendiqué. Remettre la perspective du recul du capitalisme dans les limbes d'un avenir aussi lointain qu'abstrait rend vulnérable. Cette

revendication sur le temps de travail pose en termes immédiats et concrets le dépassement de l'organisation actuelle des pouvoirs de décision sur le travail : qui en décide devient incontournable.

● Pierre Zarka





Lure, les 12-14 mai 2023 pour donner un Nouvel élan à nos services publics

Environ 260 organisations et 200 « personnalités » ont soutenu l'appel national. Des centaines de personnes ont participé aux ateliers/débats et sont passées dans les stands du Village des services publics, des milliers de personnes ont défilé dans Lure. Une très lourde préparation, un effort permanent durant des mois pour communiquer, stimuler et regrouper, un énorme travail d'organisation et de nettoyage et de rangements ont été assumés par un noyau très actif du Comité de vigilance de la Haute-Saône, appuyé par des forces vives incroyables comme les amis/es de Besançon, de Belfort, de Montreuil hors de notre département. Nous sommes épuisés/es, la tête encore dans les débats et les étoiles utopistes et pragmatiques de nos déclarations et résolutions, les moments conviviaux, les superbes artistes qui nous ont soutenus. Nous avons eu l'appui sans faille des employés municipaux et intercommunaux que nous saurons remercier encore plus que nous ne l'avons fait, et diverses associations locales ont ouvert leurs salles et prêté les matériels nécessaires. Sur ce plan de l'autogestion de l'évènement, c'est une vraie réussite.

La manifestation festive, dansante, chantante, avec une batucada d'enfer, une trentaine de Rosies déterminées et hyper impliquées, une fanfare de Battant (Besançon) d'exceptionnelle qualité, quatre voitures syndicales fortement animatrices (dont le groupe musical de Solidaires Doubs) et des slogans de lutte et d'espoir innombrables nous redonnent du tonus, d'autant que des délégations de toute la France étaient présentes : des Pyrénées au Nord, de la Bretagne à Toulon : le bus de Sarlat, qui faisait l'aller-retour en une journée, témoigne de cet énorme engagement. La fresque réalisée à Lure, en face de cette gare que nous défendons sans trêve, acquiert une dimension nationale et a été reproduite partout. Comme toujours les absents et absentes ont toujours tort, mais ici plus encore, vue l'ampleur inégalée des forces représentées et notre volonté humaniste, sociale et environnementale pour changer nos vies et notre société.

Mon seul regret c'est d'avoir oublié, alors que je comptais le faire, de saluer mon ami Charles Piaget, qui suit encore toutes les mobilisations depuis Besan-

çon, qui connaît l'ampleur de nos rencontres, et qui sait nos combats permanents pour nos biens communs : c'est le 50^e anniversaire de Lip 1973 !

Amitiés à toutes et tous, à celles et ceux qui se sont déplacés/es, souvent de fort loin, et qui rêvent de faire ailleurs la même chose qu'ici ; car nous devons essaimer partout et pour toutes et tous. Cela rejoint le vœu d'un autre comtois célèbre, Charles Fourier, qui espérait qu'une bonne réalisation locale (phalanstère), en devenant sinon modèle mais source d'inspiration, se multiplierait rapidement pour remplacer l'ancien monde, ou en tout cas le laisser de côté.

Il nous reste, tous ensemble, à faire le bilan national de ces rencontres, à produire les vidéos et les comptes rendus des ateliers, et à faire de la déclaration finale un tremplin pour nos mobilisations à venir.

● **Michel Antony**, au nom de toutes les équipes d'organisation qui depuis un an sont mobilisées

Une lutte parmi d'autres : pour le maintien des guichets dans les gares !

L'Association pour la modernisation de la ligne Paris-Bâle (AMPB) et le Comité de vigilance de la Haute-Saône prolongent la rencontre de Lure, en relançant la lutte pour le maintien des guichets dans les gares de leur secteur (et bien sûr, partout ailleurs !).

« Une ouverture des guichets de gare, ainsi qu'une présence physique d'agents SNCF pour accueillir, informer et sécuriser les usagers sur les quais et dans les trains est pour nous une exigence. Une gare, c'est un lieu qui se doit d'être ouvert, attractif et où chaque voyageur doit trouver des aides, des conseils...

[...] Les gares sont constitutives de nos villes, et parfois encore de nos villages, elles doivent être conservées et améliorées, comme tous les autres services publics. Elles ne se réduisent pas à une activité spécifique, elles participent de la vie économique et sociale et de la qualité de nos communes. Comme on

doit réhabiliter le transport ferroviaire (et surtout le fret vu les attaques actuelles) pour des raisons écologiques et économiques, on doit évidemment tout faire pour que les infrastructures nécessaires soient pensées pour répondre aux besoins des personnes et des territoires.

[...] Si la dématérialisation offre de nouveaux moyens d'accès aux services publics et permet de simplifier l'accès aux informations et aux documents administratifs pour une majorité d'usagers, elle comporte un risque de recul de l'accès aux droits et d'exclusion pour nombre d'entre eux surtout quand elle signifie la fermeture totale des guichets de proximité.

[...] Aussi l'affirmons-nous à nouveau haut et fort : Non aux fermetures de guichets dans les gares ! »

● **Benoît Chauvez**, président de l'AMPB
et **Michel Antony**, président du CV 70

Pour des services publics en autogestion

L'Association pour l'autogestion était présente à Lure. Notre contribution se veut un outil de débats, à disposition de tous les collectifs militants qui le souhaitent. La perspective autogestionnaire n'est pas une vision abstraite ou intemporelle. Le démantèlement des services publics organisé par les États et les collectivités a des conséquences importantes et ôte des droits et des protections aux travailleurs/ses. Pour cette raison, il est indispensable de participer aux luttes pour les défendre, même en l'état ; mais ce

n'est pas suffisant. Nous ne rêvons pas à un retour de services publics idéalisés, centralisés et gérés de manière bureaucratique. Au contraire, il s'agit de les développer et de les transformer profondément en les gérant démocratiquement. L'appropriation sociale permet de les sauver et de les développer. L'autogestion pose les questions de propriété, de financement, des modes de gestion, des relations sociales et de genre et de la composition des instances de gestion. Les biens communs universels (l'eau,

l'air et la biodiversité), les biens sociaux (l'enseignement, la santé, la protection sociale, la recherche, les transports, etc.) et les biens publics doivent échapper à tout système de marchandisation et être socialisés.

Notre, court, texte aborde plus précisément la démocratisation de la gestion, le développement de services publics de proximité, la gratuité à grande échelle, les transitions à engager dès maintenant.

● **Christian Mahieux**

Basilico



Maria, mamma sicilienne a autant de secrets que son île. Le plus précieux est celui du basilic, plante magique de ses exploits culinaires, secret personnel qui lui tient chèrement à cœur. La transmission est aussi un patrimoine familial. C'est bien (aussi) d'une saga familiale dont il s'agit dans ce roman graphique. Partant des points de vue des cinq enfants, est narré à travers cette fresque tout un pan de la Sicile. Traditions et repères ancestraux, présentés sans l'imagerie ni le racisme habituel qui peut coller à l'île, vie quotidienne que ne renierait pas le commissaire Montalbano, nous voici plongé.e.s au cœur de vies ordinaires où le basilic fait événement... et mystère.

Au fil des chapitres, quelques recettes de cuisine agrémentent le récit. A moins que celui-ci soit prétexte et contextualisation de ces recettes de la mamma sicilienne. Celles dont on rêve et que l'on réussit.

Un agréable moment, à lire et à déguster. Buon appetito !

● Patrick Vassallo

Basilico, Giulio Macaione, Editions Ankama, 202, 154 pages, 14,90€, e-book 5,99€

En panne de(s) sens



A l'issue d'une première lecture, on se dit que cet ouvrage fournit aux déçus comme aux ennemis de Jean-Luc Mélenchon et de LFI une somme d'arguments pour alimenter polémiques et

oppositions.

S'en tenir là serait réducteur. Une première partie argumente de façon fine et raisonnée les contradictions et ambiguïtés que les pratiques du PG et de LFI révèlent au regard des concepts, des valeurs et du sens initial ou affiché. L'exercice sur les glissements sémantiques tente de redonner leur valeur aux mots (Gauche, Peuple, populisme...) quand trop justifient leur opportunisme par leurs résultats. Rappels d'autant plus pertinents que le populisme a trop souvent embrouillé les définitions et l'essence de certaines valeurs.

Les auteurs, anciens militants du PG, poursuivent ici une catharsis où sont décortiqués et vilipendés les errements du parti, les incompréhensions, voire les trahisons d'appareil. La charge est-elle un peu forte ? Bien des travers dénoncés ici se retrouvent dans les autres partis. Et la perception qu'on a de « la gauche » ne peut se limiter à ces vilénies.

Quelques sujets méritent plus de dialectique : laïcité, islamophobie, universalisme, intersectionnalité, ou « mouvementisme »... ont-ils le même sens dans la propagande de la classe dominante et dans notre camp social ?

Ce livre documenté donne des billes dans le débat actuel sur l'état de la gauche et l'alternative au capitalisme.

● Patrick Vassallo

En panne de(s) sens, Céline Piot et Patrick Seguin, 2023, 323 pages, 15€, Commande en ligne en.panne.de.s.sens.mots.et.actes@gmail.com

Le travail démocratique



Dès les premières lignes de l'introduction, l'auteur plante le décor : « Ce livre défend une thèse simple : si nous voulons radicaliser la démocratie, nous devons aujourd'hui prioritairement démocratiser le travail. »

En effet, il affirme que la démocratie ne peut pas s'arrêter aux portes de l'entreprise. Or, dans le système capitaliste, ne sont décideurs des choix stratégiques que les principaux actionnaires. Les travailleurs sont tenus par un lien de subordination et bien souvent n'interviennent pas dans les décisions. Il y a donc, selon Alexis Cukier, un lien étroit entre la démocratisation de la société et la démocratisation du travail. Repenser en profondeur notre système productif, c'est donner pleinement sens au travail pour sortir de ce que Marx appelait le « travail aliéné ».

Cet ouvrage très fouillé approfondit la réflexion marxiste sur le travail. Il est découpé en quatre grandes parties : 1) Critique démocratique du travail, 2) Deux paradigmes pour un travail démocratique 3) Enjeux politiques du travail. Dans une quatrième partie, l'auteur travaille sur des expériences innovantes qui ont tenté de rompre avec la domination capitaliste. La notion « travail » doit être revisitée, car le travail ne peut se réduire au temps passé dans l'entreprise. Il importe donc que les travailleurs s'accaparent le contenu du travail, en relation permanente avec l'ensemble de la société qui a son mot à dire quant-àux choix à faire. C'est une rupture radicale que propose l'auteur, en explorant des pistes pour ouvrir le débat.

● Daniel Rome

Le travail démocratique, Alexis Cukier, Éditions Actuel Marx PUF, Décembre 2017, 241 pages, 24€

L'insoutenable subordination des salariés



A travers ces enquêtes et ces travaux - ceux des sociologues, ergonomes, philosophes et de tous ceux qui se sont penchés sur le travail humain et son organisation, l'organisation des entreprises mais aussi sur les évolutions successives du management - Danièle Linhart éclaire les stratégies du patronat pour asseoir sa domination sur les travailleuses et les travailleurs, transformant le travail humain en une prestation désincarnée et déshumanisée.

Du taylorisme qu'Henry Ford justifiait par le fait « que plus aucun travailleur n'ait besoin d'une compétence particulière pour exécuter une tâche » au management de l'entreprise ultralibérale, le patronat a régulièrement adapté l'organisation du travail face à la capacité collective des salarié-e-s : prolétarianisation des activités, individualisation des situations, pilotage par les tableaux de bord.

Jusqu'à « l'entreprise libérée », visant « l'engagement total des salariés à la cause de l'entreprise » ou jusqu'aux théoriciens du management moderne qui professent la fin du salariat au profit des emplois indépendants comme voie d'émancipation !

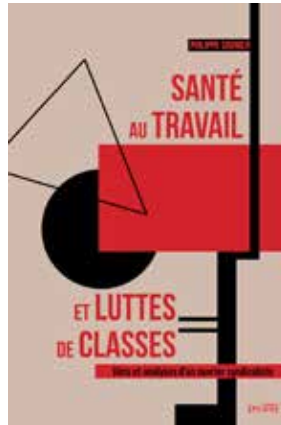
Cette mise en perspective bienvenue sort de l'ombre ce qui constitue, sinon un impensé et un tabou, au moins un sujet régulièrement ignoré : le lien de subordination et le pouvoir absolu qu'il confère au capital.

Et si, plutôt que le salariat, c'était le lien de subordination qui était la cause et le moyen de l'aliénation ? Et s'il fallait le supprimer ? Et si on renforçait les garanties individuelles et collectives apportées par le salariat, pour donner aux travailleuses et travailleurs un réel pouvoir de décider pourquoi et comment travailler ?

● Olivier Frachon

L'insoutenable subordination des salariés, Danièle Linhart, Éditions Érès, 2021, 25€

Santé au travail et lutte de classes



Philippe Saunier a été embauché en 1977 dans une raffinerie. Il retrace des décennies de lutte syndicale pour la santé au travail. Un combat mené tant localement, dans la zone industrielle havraise, que nationalement.

Souffrances psychiques, troubles musculo-squelettiques, travail de nuit, cancers, pollutions... les exemples sont multiples et précis. S'appuyant sur les suites des accidents industriels d'AZF et de Lubrizol, l'auteur démontre la nécessité d'un combat commun aux organisations syndicales et associations de riverains. Sont également rappelés les outils aujourd'hui sous-dimensionnés et parfois dévoyés que sont l'inspection du travail, la médecine du travail, la Sécurité sociale. Les Comités d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT), liquidés en 2016, sont très présents dans ces récits de la lutte de classes. L'exigence de leur remise en place devrait être une priorité pour les organisations syndicales, tant ils sont importants pour la santé au travail et plus globalement pour une activité syndicale inscrite dans le concret quotidien et porteuse d'émancipation.

● Christian Mahieux

Santé au travail et lutte de classes. Vécu et analyses d'un ouvrier syndicaliste, Philippe Saunier, Syllepse, 2023, 220 pages, 12 €.

Sur l'Adamant



Sur l'Adamant est un film chaleureux comme N.Philibert sait les faire, Le pays des sourds en 1993, La moindre des choses en 1996, et Être et Avoir en 2002

étaient de la même veine. Il a participé durant sept mois à la vie de la péniche Adamant (cœur du diamant), très beau lieu de vitres et de bois sur la Seine, au centre de Paris, qui abrite un centre de jour pour adultes souffrant de troubles psychiques, et pratique une psychiatrie ouverte et institutionnelle.

Dans ce lieu apaisant et rythmé par l'eau, des adultes handicapés abîmés par la vie passent plusieurs heures par jour à déambuler dans la bibliothèque, discuter ou participer à des ateliers de sculpture, couture, peinture, cuisine, musique... les œuvres de peinture sont extraordinaires, la musique magnifique, la cuisine objet de grande concentration - et apparemment de grande réussite.

Nicolas Philibert branche sa camera avec naturel sur Muriel, qui participe à l'animation du lieu et de réunions, Frédéric, avec son look de Jean Eustache et sa culture de radicalité très seventies, François, musicien, Justin qui montre son aimant contre les mauvaises ondes, Sandra qui explique qu'on lui a enlevé son fils à 5 ans, il y a 12 ans, pour le mettre dans une famille d'accueil et dit son plaisir à le rencontrer régulièrement depuis peu, Catherine qui « fait sa pin up » et d'autres....

Les différences entre soignants et soignés, entre normalité et folie, sont quasi invisibles : belle prouesse.

Ce qui m'a particulièrement frappée, c'est l'extrême lucidité et l'intelligence des discours des « acteurs » sur leur situation, leur maladie, leur traitement, et sur la vie en général...

Une très belle réussite humaine.

● Bénédicte Goussault

Sur l'Adamant, de Nicolas Philibert, Documentaire 1h49, en salle actuellement

Street Art : libérez la rue ?

La route Courbet, circuit viticole languedocien, s'agrément de cabanons de vigneron et de maisons délaissées décorées comme des piliers d'autoroutes ou des murs de friches industrielles. L'exposition « Capitale(s) » à l'hôtel de ville de Paris a connu un succès notoire. Même chose à l'ancienne patinoire de Saint-Ouen. Nombre de métropoles, après les avoir combattus ont laissé faire puis offert



des espaces¹ aux graffeurs. SNCF et RATP sont passées de la répression à la rétrocession (de murs).

Un tel engouement cache-t-il un loup ?

Art de la rue², le street art est - à l'instar du jazz - une culture de dominé.e.s, une expression de rébellion. Dans des formes inhabituelles et iconoclastes. Sur des sujets hors normes, dont les dissonances visent l'attention du « public ». Longtemps considéré comme une salissure et un tas de gribouillis dans l'espace public, va-t-il conquérir des lettres de noblesse ? Des ghettos américains aux quartiers libres de Berlin, ces graphs vont-ils, après les métropoles, s'inviter dans nos campagnes et nos friches industrielles et commerciales ?

Des mauvais esprits ne manquent pas de considérer cette acceptation officielle comme un pansement posé sur des politiques urbaines excluantes et discriminatoires pour leurs auteurs et leurs comparses. On notera aussi que cette exposition muséale du Street Art ignore superbement les « battles », cette compétition de la reprise et du détournement, du « faire » sur, contre mais aussi avec l'œuvre de l'autre, une œuvre tout aussi périssable. Qui, au fond, parle du temps qui passe, de ses nervosités et de ses peurs. Des désirs aussi. Ghettos, solidarités, solitudes, mouvements... Le graph est un coup de poing, le grapheur un boxeur dressé contre une société qui maltraite les siens. Comme le surréalisme, qui voulait inverser/renverser le réel ?

Le surgissement de tags et de graphs à la ville, à la campagne et au bord des routes, constitue quand-même la plus grande extériorisation de l'art plastique !

Avec leurs limites, leur « normalisation », les expositions et lieux consacrés ont le mérite de nous offrir une diversité inégalée de graphismes, de couleurs, de formes et de thèmes dont l'agencement-même indique la mise en cause d'un certain ordre plasticien. Et son désordre.

Art de la rue, le Street Art n'échappe pas à une problématique lourde de l'espace public : la place des femmes.

Elles sont rares dans le milieu... Les ouvrages publiés confirment (confortent ?) cette invisibilité qui laisse les quelques grapheuses³ dans un angle mort que « la (soi-disant) violence de la rue » ne justifie en rien.

Quand la « Street Art Avenue⁴ » sera inaugurée entre le canal de l'Ourcq et la confluence de la Seine à Épinay, on verra toute la palette ainsi offerte. Une expression de spontanéité populaire où griffages et contrepoint(s) témoignent de la vie et de ses morsures.

Un demi siècle après les peintures murales qui ont accompagné la chute du fascisme au Portugal, nos murs suintent aujourd'hui des colères de celles et ceux qui, à leur façon, ont décidé de briser une convention du « beau » pour clamer leur belle histoire.

● Patrick Vassallo

1. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/ce-qu-il-faut-savoir-sur-le-street-art-fest-2023-l-un-des-plus-grands-festivals-street-art-dans-le-monde-2771034.html>

2. <https://www.visitoakland.com/things-to-do/arts-and-culture/murals/>

3. <https://gpseo.fr/vivre-et-habiter/culture-sport-et-tourisme/actions-educatives/les-soeurs-chevalm>

4. <https://www.tourisme-plainecommune-paris.com/decouvrir/les-incontournables/street-art-avenue>



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Pierre Zarka, militant.e.s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>